



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Eric PASTOR, Henri ROUILLEAULT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Chantal MARION, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Jean-Luc COUSQUER.

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - ZAC Marcel Dassault deuxième extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Avenant n°7 - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8664 en date du 15 janvier 2009, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de concéder à la SERM l'aménagement du Parc d'activité Marcel Dassault 2^{ème} extension, situé dans le prolongement de la Lauze et du parc Marcel Dassault (commune de Saint Jean de Védas).

Cette ZAC de 21 hectares, créée le 16 novembre 2007, a connu des retards principalement liés dans un premier temps aux incertitudes sur le tracé de l'autoroute A9 et de la LGV. Par ailleurs, couverte par un périmètre de ZNIEFF plusieurs espèces protégées ont été identifiées sur le secteur.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération pour l'exercice 2017 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Des études complémentaires ont été menées afin de prendre en considération la richesse écologique du milieu, les contraintes de réseaux existants (canalisation de transport de gaz et lignes à haute tension) et la nouvelle connexion sur l'A709 (giratoire nouvellement créé). Ainsi, plusieurs scénarios d'aménagement ont été étudiés et une démarche « ERC » (Eviter, Réduire, Compenser) a été engagée vis-à-vis des espèces faunistiques et floristiques identifiées. Au final, près de la moitié du périmètre de la ZAC sera préservée de toute urbanisation et des mesures compensatoires seront mises en œuvre sur des terrains avoisinants avec pour objectif d'accroître la richesse écologique des milieux (33 hectares de foncier de compensation recherchés). L'ensemble de la démarche « ERC » fera l'objet d'un dossier de demande de dérogation qui sera déposé auprès du Conseil National pour la Protection de la Nature (CNPN) L'autorisation préfectorale liée à ce dossier est espérée en 2019.

Toutes ces évolutions modifient considérablement le schéma de viabilisation et le découpage des lots.

Un porté à connaissance du dossier loi sur l'eau sera déposé en 2018 afin de prendre en compte les réductions envisagées et l'évolution du schéma d'aménagement ainsi que les nouvelles prérogatives des services de l'Etat en matière de compensation hydraulique. Les travaux et la commercialisation interviendront une fois les autorisations administratives, « CNPN » et « loi eau », obtenues.

Le foncier de la ZAC est maîtrisé à hauteur de 88 % par l'aménageur. Le solde du foncier est en cours de négociation amiable (26 660 m², propriétés de la SCI La Colombe, situés hors emprise de la DUP).

Au cours de l'année 2017, les dépenses réalisées se sont élevées à 48 000 € correspondant essentiellement à la rémunération du concessionnaire. Aucune recette, n'a été enregistrée pour l'année 2017. Un fonds de concours de 350 000 € est proposé afin de financer une partie de la future voie de connexion entre le secteur d'activités et l'autoroute A709. Cette connexion améliorera considérablement la desserte du secteur et sa visibilité.

Le bilan financier actualisé de l'opération est revu à la baisse à 10 209 000 € HT en recettes et en dépenses au regard de la réduction de l'emprise à urbaniser et du nouveau découpage en macro-lots.

Il est aussi proposé d'ajuster l'échéancier de versement de la participation au regard de l'avancement des dépenses, objet de l'avenant n°7.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération d'aménagement de la Z.A.C. Marcel Dassault 2^{ème} extension présenté par la SERM pour l'exercice 2017,
- approuver le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2^{ème} extension présenté par la SERM pour l'exercice 2017,
- approuver l'avenant n°7 ajustant l'échéancier de versement de la participation,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-59237-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.